



## **Sécurité de revenu en Autriche: Vers un minimum inter-institutionnel?**

Lieselotte Wohlgenannt\*

**DRAFT, SEPTEMBER 2002. NOT TO BE QUOTED  
WITHOUT PERMISSION OF THE AUTHOR(S).**

*The views expressed in this paper are those of the author(s),  
and do not necessarily represent the views of BIEN or BIEN-Suisse.*

\* Catholic Social Academy of Austria.



---

## **Contents**

1. Une Initiative des ONG anti-pauvreté .....	1
2. Une étude scientifique .....	1
3. Les Laender prennent l'Initiative.....	3
Références .....	5



---

## 1. Une Initiative des ONG anti-pauvreté

Le projet „Bedarfsorientierte Grundsicherung“ - une prestation minimum pour toute personne qui en aurait besoin - avait été l'objet de discussions et de recommandations politiques lors des réunions de la « Armutskonferenz », une fédération d'institutions de recherche et de pratique sociaux en Autriche.

La situation jugée défailante.

Même si les prévisions institutionnelles pour recevoir les moyens nécessaire pour vivre sont bien développés en Autriche, la situation des personnes et des familles en besoin peut parfois être compliquée par la diversité des institutions, des barèmes, des régulations. Ainsi, il n'y a pas de barème minimum pour les allocations des chômage, les règles d'accès à une pension de vieillesse peuvent exclure certains catégories de femmes âgées, et l'administration de l'aide sociale diffère selon les pays (Bundesländer). L'idée serait donc d'instaurer des barèmes communs, une sorte de revenu minimum englobant toutes les catégories d'allocation sociales. En outre, les conditions d'administration devraient être reformées, l'accès facilité par des règles communes à toutes les institutions. Un bureau de coordination devrait permettre de faire toutes les démarches nécessaires sans être envoyé d'une institution à l'autre.

## 2. Une étude scientifique

A la suite des démarches de la Armutskonferenz auprès des instances politiques, une étude scientifique approfondie à été confiée par le Ministère des Sciences au professeur Emmerich Tálos (Institut des Sciences Politiques, Universität Wien) et élaboré sous sa direction avec des membres d'autres facultés (Prof. Nikolaus Dimmel, faculté juridique, Universität Salzburg et Prof. Peter Rosner, Institut d'économie politique, Universität Wien, notamment).

---

Les grandes chapitres du travail comportent, outre une esquisse du modèle et un bref aperçu de la discussion des divers modèles de sécurité de base en Autriche,

- § une présentation approfondie de la situation, lacunes et risques de pauvreté ;
- § perspectives de réforme en cas d'introduction du modèle « Bedarforientierte Grundsicherung » ;
- § adaptations nécessaires sur le plan juridique et dans la législation sociale ;
- § évaluation du coût budgétaire global.

#### Quelques résultats

Malgré un système élaboré et un haut niveau de sécurité sociale en Autriche, il y a certains groupes de population à risque d'appauvrissement élevé : familles monoparentales sans emploi, chômeurs de longue durée, ressortissants de pays autres que UE, ménages dont aucun membre dispose d'un emploi, personnes à niveau de formation faible, ménages avec plusieurs enfants. Le nombre de femmes menacées par la pauvreté est plus élevé que celui des hommes. Certains allocations (prestations familiales, allocation des soins aux jeunes enfants, allocation de chômage de longue durée), bien que capables de diminuer le risque de pauvreté, ne couvrent pas le minimum existentiel.

Le pourcentage de population au seuil de pauvreté est estimé à 11%, celui des pauvres à 4%.

#### ..et propositions

L'élément essentiel de réforme selon le projet serait l'introduction d'un minimum égal pour les prestations de sécurité social ainsi que les prestations d'aide social en espèces. En ce qui concerne les prestations familiales, des suppléments pour des personnes/familles en besoin seraient à envisager.

---

L'introduction de tels changements – estimée pour la variante simple à moins de 0,5% du PNB - se heurtera moins aux frais qu'à des obstacles administratifs, juridiques et politiques – au moins c'était ce que les auteurs pensaient lors de la présentation de l'étude.

### **3. Les Laender prennent l'initiative**

Lors de la Conférence des Chargés d'Affaires Sociales des Bundeslaender en avril 2002 à Linz, sous la présidence de la Haute Autriche et en présence de M. Herbert Haupt, Ministre Fédéral des Affaires Sociales, le communiqué suivant fût publié :

« Le but de l'harmonisation/ du développement ultérieur (de la législation sur l'assistance sociale en Autriche) gît dans la conclusion d'un pacte concernant des standards communs de qualité des prestations en matière d'assistance social, prioritairement en ce qui concerne les prestations des Laender. Les éléments de prestation minimum relevant d'institutions fédérales ...devraient être intégrés dans ce processus.... »

En plus est informé sur les étapes déjà accomplis ou en route, et les pas prochains proposés.

Sur le plan pratiques, la coopération entre quelques bureaux de travail locaux (service fédéral) et des bureaux de l'Assistance social (relevant du Bundesland) a été instaurée.

Des groupes de travail s'occupent des nombreux aspects juridiques et législatives, mais aussi des questions de formation de personnel, et autres. Un groupe spécial est chargé de trouver de bonnes solutions pour étrangers ayant besoin d'aide.





---

## Références

Forschungsprojekt BEDARFSORIENTIERTE GRUNDSICHERUNG:  
Rahmenbedingungen – Umsetzungserfordernisse – Folgen,

Im Auftrag des Bundesministeriums für Wissenschaft und Verkehr (heute:  
Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Kultur), unter Leitung  
von Univ.-Prof.Dr. Emmerich Tàlos.

Mitarbeiterinnen: A.o.Univ.-Prof.Dr.Dr. Nikolaus Dimmel, Ao. Univ.Prof. Rosner,  
Univ.-Prof. Dr. Emmerich Tàlos, Mag. Petra Wetzler, Mag. Katharina  
Wrohlich.

Wien 2001, 608 p.

Un publication est prévue pour fin 2002.